



INTERNATIONAL CAMPAIGN FOR TIBET



QUAND LE PARTI PRIME SUR LE BOUDDHISME

LA SURVEILLANCE ET LE CONTRÔLE EXERCÉS PAR LA CHINE SUR LES MONASTÈRES ET LES COUVENTS TIBÉTAINS

Un rapport d'International Campaign for Tibet
Washington, DC | Amsterdam | Berlin | Bruxelles
www.savetibet.org

QUAND LE PARTI PRIME SUR LE BOUDDHISME: LA SURVEILLANCE ET LE CONTRÔLE EXERCÉS PAR LA CHINE SUR LES MONASTÈRES ET LES COUVENTS TIBÉTAINS

Mars 2021



Légende de la photo de couverture :

Des nonnes et des moines « mis à l'honneur » par des représentants du Parti et du Département de Travail du Front uni en janvier 2021 dans le comté de Chonggye (Qiongjie) de la ville de Lhokha (Shannan) pour avoir « respecté les quatre normes et aspiré à devenir des nonnes et des moines supérieurs ».

(Source : Département de Travail du Front uni et Comité du Parti du comté de Chonggye)



Note sur la géographie politique du Tibet :

Le Tibet était historiquement composé de trois zones principales : l'Amdo (nord-est du Tibet), le Kham (Tibet oriental) et l'U-Tsang (Tibet central et occidental). La Région autonome du Tibet (RAT) a été créée par le gouvernement chinois en 1965 et couvre la région du Tibet à l'ouest du Driчу (fleuve Yangtsé), y compris une partie du Kham. Les autres parties d'Amdo et du Kham ont été incorporées dans les provinces chinoises, où elles ont été désignées préfectures et comtés autonomes tibétains. En conséquence, la plupart des provinces du Qinghai et de certaines parties des provinces du Gansu, du Sichuan et du Yunnan sont reconnues par le gouvernement chinois comme « tibétaines ».

ICT utilise le terme « Tibet » pour désigner toutes les zones tibétaines actuellement sous la juridiction de la République populaire de Chine.

En ce qui concerne l'accès, les différentes divisions politiques du Tibet ont des niveaux de restrictions très différents. La Région autonome du Tibet est généralement plus restreinte que les zones administrées par les provinces du Qinghai, du Gansu, du Yunnan et du Sichuan, tandis que la préfecture de Dechen au Yunnan subit généralement moins de restrictions que la plupart du reste du Tibet.

Le système qui oblige tout étranger qui entre dans la Région autonome du Tibet à acquérir un permis d'entrée spécial est unique en République populaire de Chine ; aucune autre zone de niveau provincial en Chine ne l'exige. Lorsqu'il convient de le noter, ce rapport mentionnera les différences pertinentes dans les politiques d'accès des différentes juridictions.

RÉSUMÉ

Dans le Tibet contemporain sécurisé à outrance, les nonnes et les moines bouddhistes constituent le plus grand groupe persécuté par le gouvernement chinois, et ce en raison de leur résistance acharnée contre la destruction de la culture et de l'identité tibétaines par l'État. Depuis le soulèvement populaire tibétain de 2008, les autorités chinoises ont renforcé leur surveillance et leur contrôle, ainsi que leurs politiques d'assimilation. En contradiction avec l'autonomie dont jouissent théoriquement les monastères et couvents tibétains, les autorités chinoises ont publiquement annoncé en 2012 qu'elles comptaient intensifier la surveillance et le contrôle des communautés monastiques^[1].

Depuis des dizaines d'années, les nonnes et les moines tibétains subissent les politiques sécuritaires et religieuses du Parti communiste chinois (PCC). La mise en œuvre généralisée de ces politiques a poussé les communautés monastiques à constamment s'opposer aux autorités, lesquelles, en retour, ont encore renforcé leur répression au nom du maintien de la « stabilité » et de « l'ordre public ».

Aujourd'hui, les nonnes et les moines tibétains vivent dans un environnement étouffant, sous une surveillance et un contrôle permanents, dont l'objectif est d'entraver leurs activités. Ils subissent sans cesse des pressions visant à faire changer leur idéologie, qui repose sur la philosophie bouddhiste. Les autorités exigent des nonnes et des moines qu'ils « corrigent » leurs pensées en s'auto-évaluant et en se critiquant les uns les autres. Bien que les dernières données officielles ne soient pas publiques, le média d'État *China Daily* a indiqué à l'automne 2015 que pas moins de 6 575 cadres issus de différents échelons de la hiérarchie du Parti et du gouvernement travaillaient dans 1 787 monastères de la « Région autonome du Tibet (RAT) »^[2]. D'après les chiffres officiels, chaque monastère de la RAT se serait vu assigné en moyenne entre trois et quatre cadres.

Il n'existe pas de véritables données démographiques sur les nonnes et les moines au Tibet. Le gouvernement chinois affirme que la RAT compte 1 787 monastères pour 46 000 nonnes et moines. Toutefois, ces chiffres n'ont pas évolué depuis au moins 23 ans et ils ne tiennent pas compte des nonnes et des moines vivant dans des zones tibétaines situées en dehors de la RAT^[3].

Sous le président chinois actuel, Xi Jinping, la répression de la communauté monastique s'est encore intensifiée. Depuis la mise en place d'une politique de sécurité draconienne au Tibet sous le mandat de Chen Quanguo, secrétaire du Parti pour la RAT entre 2011 et 2016, l'accent est mis sur le contrôle et la transformation idéologiques pour soutenir l'État chinois.

La volonté de Xi Jinping de « siniser » (autrement dit, de placer sous le contrôle de l'État) toutes les religions pratiquées en Chine « afin de contribuer à la réalisation du rêve chinois de renaissance nationale » n'est pas une menace vaine^[4]. Il a par la suite réitéré ses propos et joint le geste à la parole en prenant méthodiquement toute une série de mesures dans le cadre du système de l'État-parti. La sinisation des religions a été présentée comme une politique officielle pour la première fois mi-2015 lors d'une conférence du Front uni central sur le travail, avant d'être réaffirmée lors de la Conférence nationale sur le travail religieux en avril 2016 et finalement proclamée publiquement au 19^{ème} Congrès du Parti en 2017. Pour atteindre son objectif, Xi Jinping a modifié la structure du système d'État-parti en chargeant le Département de Travail du Front uni (DTFU) de superviser

la mise en œuvre de la politique religieuse. Il arrive régulièrement depuis quelque temps qu'une organisation de masse du PCC soit placée au-dessus de l'administration dans plusieurs domaines d'action, en particulier le contrôle de la discipline.

Bien que le DTFU ait par le passé toujours joué un rôle important dans la politique à l'égard du Tibet, en particulier depuis la création en 2005 de son septième bureau, celui chargé des affaires tibétaines, ce changement structurel a conféré à un organe du PCC un plus grand rôle et encore plus de pouvoir pour superviser la mise en œuvre des politiques au Tibet et en particulier le contrôle de la communauté monastique. Le triplement du budget du DTFU dans la RAT ces cinq dernières années vient également confirmer cet état de fait.



Des moines lisent des dépliants préparés par des responsables chinois lors d'un symposium sur les « quatre normes ». (Source: Tibet Daily)

Au travers de la mise en œuvre des politiques du gouvernement central, le DTFU veille à ce que la sinisation de la communauté monastique soit menée à bien dans le respect de la politique obligatoire des « quatre normes » pour le clergé^[5]. Les activités du DTFU au sein des monastères visent à assurer que la communauté monastique reconnaît la primauté du Parti et de ses dirigeants sur les préceptes du bouddhisme et ses figures religieuses. En contradiction totale avec les convictions religieuses des nonnes et des moines, le PCC a adopté il y a 26 ans une politique anti-Dalaï-lama lors du troisième Forum sur le travail au Tibet de 1994, une politique toujours d'application. Les campagnes d'endoctrinement politique dans les monastères nécessitent également l'application de la loi sur la réincarnation, entrée en vigueur en septembre 2007, qui confère au PCC l'autorité absolue pour approuver la réincarnation des dirigeants religieux en vue de supplanter et d'affaiblir l'autorité des dirigeants religieux tibétains légitimes^[6].

La tradition veut que la communauté monastique tibétaine soit liée par son code de conduite, lequel trouve son origine dans les canons bouddhiques. Toutes les affaires monastiques sont conduites dans le respect de ces canons. Toutefois, la mise en œuvre des politiques du Parti au sein des monastères

nécessite que la communauté monastique considère la doctrine et les dirigeants communistes comme une source d'autorité supérieure aux canons bouddhiques, et ce même pour les questions spirituelles. En façonnant une communauté monastique respectueuse des dirigeants et de la doctrine communistes, le gouvernement chinois viole et étiole considérablement l'authenticité du bouddhisme tibétain.

Le présent rapport retrace l'évolution récente des politiques et les changements institutionnels au cœur de la stratégie adoptée par le Parti communiste chinois à l'égard de la communauté monastique bouddhiste tibétaine. Il explique en outre comment cette stratégie a conduit à de nouvelles mesures de contrôle et de surveillance de cette communauté monastique, qui est au cœur du bouddhisme tibétain, et, en fin de compte, de la culture tibétaine. Il montre que ces évolutions représentent une menace supplémentaire, encore plus imminente, pour la survie du bouddhisme tibétain authentique et autonome ainsi que de la culture tibétaine.



L'identité culturelle et nationale du Tibet est inextricablement liée au bouddhisme tibétain. Depuis des siècles, la communauté monastique est la gardienne du bouddhisme tibétain. Les membres de cette communauté ont perpétué leur système religieux traditionnel et leur riche culture tout au long de l'histoire mouvementée du Tibet. Leurs paroles et leurs enseignements ont valeur de préceptes moraux et éthiques pour la société. Cette réussite s'explique par la transmission ininterrompue des enseignements tirés des textes canoniques, et ce malgré les redoutables obstacles rencontrés depuis des décennies.

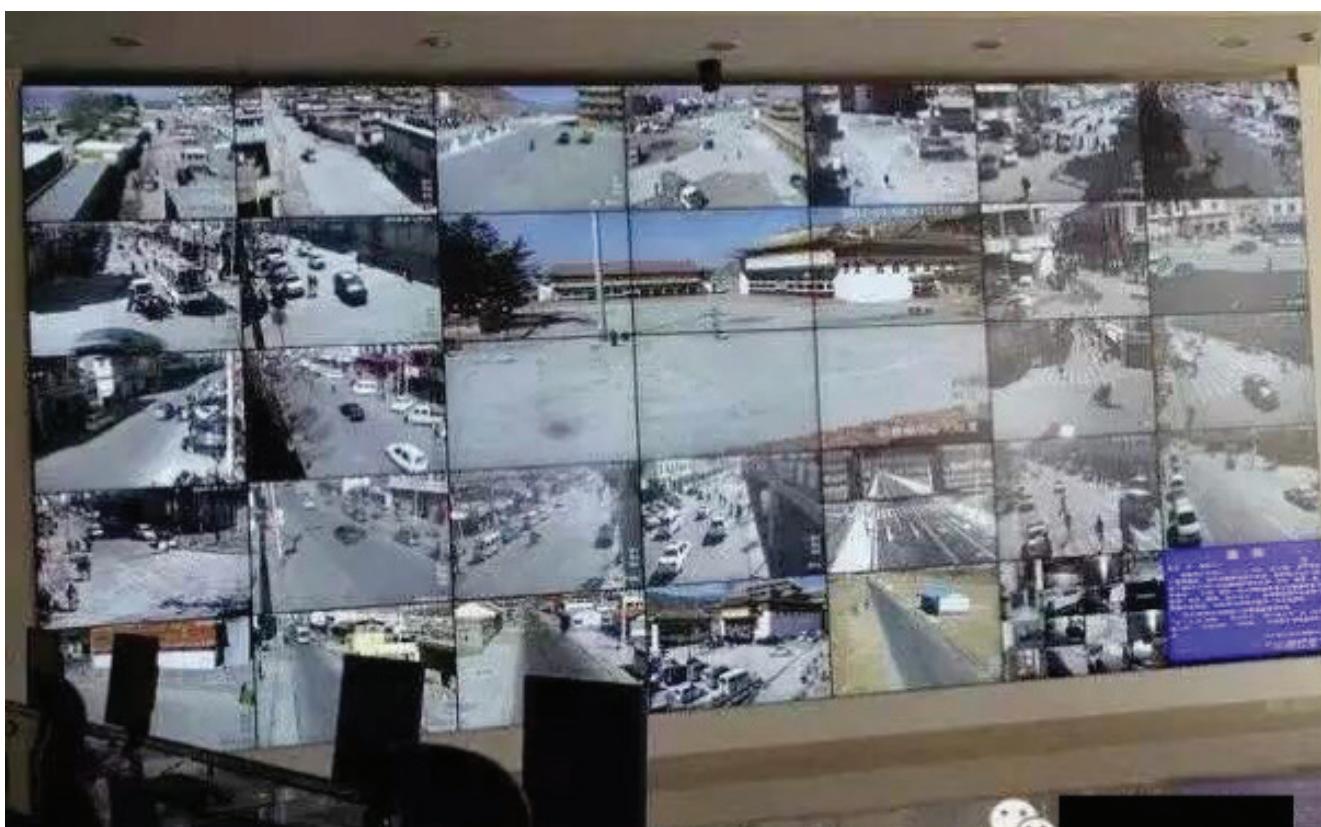
Les moines et les nonnes sont en première ligne du mouvement de résistance qui cherche à protéger la liberté religieuse et l'identité tibétaine. À la fin des années 1980, un grand nombre de nonnes et de moines tibétains se sont opposés ouvertement et publiquement, aux côtés de laïcs, aux politiques menées par le gouvernement chinois au Tibet, ce qui a finalement conduit à l'adoption de la loi martiale dans la capitale du Tibet, Lhassa, en 1989.^[7] En 2008, les nonnes et les moines tibétains ont joué un rôle important dans le mouvement de résistance actif partout sur le plateau tibétain, un mouvement réprimé par les autorités chinoises^[8]. La communauté monastique est depuis lors la principale cible du gouvernement chinois au Tibet. Les autorités chinoises considèrent de fait qu'elle est hostile à son pouvoir.

En vertu des normes internationales relatives aux droits de l'homme, le gouvernement chinois a l'obligation de veiller au respect des droits de la communauté monastique tibétaine et des pratiquants du bouddhisme tibétain, ainsi qu'à la non-ingérence de l'État dans l'expression de la pratique religieuse. La Chine martèle que la liberté et les droits des nonnes et des moines sont protégés par ses politiques et ses lois. La réalité est pourtant bien différente des déclarations officielles.

Le présent rapport examine les mécanismes de surveillance et de contrôle imposés à la communauté monastique tibétaine, à la lumière des politiques du gouvernement central chinois relatives à la « sinisation » et au « respect des quatre normes et aspirations à devenir des nonnes et des moines supérieurs ».

POLITIQUES

Malgré plus de 60 années d'administration directe, le Parti communiste chinois (PCC) n'est toujours pas parvenu à obtenir le soutien du peuple tibétain. Ces décennies d'oppression n'ont pas permis au PCC d'asseoir la légitimité de son pouvoir au Tibet et les Tibétains continuent de mener une résistance acharnée. Le Parti, craignant apparemment de ne pas parvenir à ses fins, s'est retranché derrière un discours encore plus radical et a adopté des lois et des réglementations draconiennes au Tibet, une approche qui dénote l'instabilité du pouvoir chinois dans la région. La politique sécuritaire s'est invitée dans presque tous les aspects de la vie.



*Salle de contrôle vidéo au monastère de Kirti à Ngaba (Aba), Sichuan.
(Base de données photo : ICT)*

Le Parti œuvre à la réalisation de son objectif ultime de « stabilité sur le long terme » au Tibet, un objectif qui, une fois atteint, permettra d'intégrer le peuple tibétain à la « grande renaissance de la nation chinoise ». Cela fait des décennies qu'il multiplie les politiques pour asseoir son pouvoir au Tibet, une démarche caractérisée par des tactiques résolument violentes et d'innombrables campagnes politiques idéologiques.

Les politiques principales visant à atteindre la « stabilité sur le long terme » au Tibet revêtent de nombreux aspects, dont des mesures libellées en des termes faussement neutres, tels que le « maintien de la stabilité » et la « gestion sociale ». L'approche rigide du maintien de la stabilité (en chinois : *Weiwen*) a pris la forme d'un rouleau compresseur faisant intervenir de multiples organes du système de l'État-parti, avec pour objectif de sécuriser le Tibet par la surveillance policière,

La censure sur internet, le placement d'individus sur des listes noires, l'infiltration d'informateurs et la surveillance active à l'aide des mégadonnées, en vue d'« éliminer préventivement les menaces non détectées ». Les autorités collectent des échantillons de sang, imposent des cartes d'identité avec photos, installent des caméras partout et recourent à des logiciels d'intelligence artificielle (IA) pour la reconnaissance faciale. La gestion sociale, une politique du bâton et de la carotte, vise plutôt à éviter les troubles sociaux. Elle consiste à offrir des services tout en permettant au gouvernement d'éliminer la dissidence ^[9].

La politique de sinisation prescrite par Pékin exige que les institutions, la doctrine et les dirigeants bouddhistes tibétains respectent les préceptes de la société chinoise et qu'ils soient inféodés à la direction du Parti et à ses valeurs fondamentales. Cette ligne politique s'inscrit dans le sillage des mesures prises par le Parti pour asseoir son hégémonie et renforcer le pouvoir de la Chine à l'étranger, en tirant avantage de conditions extérieures et intérieurs propices.

À la suite des modifications apportées en septembre 2017 aux réglementations des affaires religieuses de 2005, les autorités chinoises ont adopté, début 2018, la politique des « quatre normes » dans la communauté monastique. Ces quatre normes obligatoires – « fiabilité politique », « connaissances approfondies de la religion », « intégrité morale susceptible de susciter l'admiration de la population » et « capacité d'intervenir à des moments décisifs » – exigent intrinsèquement des nonnes et des moines qu'ils participent à la propagande du Parti et du gouvernement en faisant leur le socialisme à caractéristiques chinoises^[10]. Ils ont également l'obligation, en tant que figures exemplaires en qui la population a confiance, de diffuser les messages officiels aux masses tibétaines.

Ces politiques et réglementations relatives à la religion et à la communauté monastique visent à adapter le bouddhisme tibétain aux préceptes de la société socialiste dirigée par le Parti. La surveillance et le contrôle de la communauté monastique visent à ce que cette dernière respecte le Parti et le gouvernement, et à ce que le « patriotisme » l'emporte sur la religion. En Chine, le terme « patriotisme » a un sens particulier. Il se définit en effet comme « l'amour de la mère patrie, du socialisme et du Parti communiste ».

MÉTHODES DE SURVEILLANCE ET DE CONTRÔLE DE LA COMMUNAUTÉ MONASTIQUE

La surveillance et le contrôle de la communauté monastique s'opèrent au travers d'un réseau sophistiqué composé de moyens humains et électroniques. Les méthodes utilisées pour contrôler la communauté monastique s'apparentent à une dystopie et visent à en neutraliser la dimension politique. En plus de surveiller et de contrôler concrètement les activités de la communauté monastique, l'État a recours à des moyens institutionnels pour l'étouffer de l'intérieur au travers d'un contrôle idéologique. Dans un milieu où la confiance et l'intimité prévalent, où enseignants et étudiants sont liés par un lien fort scellé par les vœux prononcés, le climat de suspicion qui découle de l'intrusion d'agents à la recherche de renseignements compromet la progression dans le cheminement de la méditation.

Divers bureaux du Parti et organismes du gouvernement participent au contrôle des moines et des nonnes dans le cadre de la « gestion sociale » des monastères. Tandis que le Département de Travail du Front uni (DTFU) supervise tous les aspects des politiques religieuses et ethniques pour la neutralisation des nonnes et des moines, les bureaux du Parti et des organismes du gouvernement de différents niveaux exercent un contrôle sur la communauté monastique. Par exemple, vingt-quatre entités du Parti et du gouvernement assurent le contrôle des monastères dans la préfecture de Ngaba (en chinois : Aba) en vertu de l'article 4 de l'« ordonnance du gouvernement populaire de la préfecture de Ngaba sur l'adoption de mesures temporaires relatives à l'administration des questions liées au bouddhisme tibétain dans la préfecture autonome tibétaine et Qiang de Ngaba », adoptée en 2009^[11].

Le quotidien de la communauté monastique est surveillé et contrôlé par les « comités de gestion », des cadres et des policiers stationnés à l'intérieur des monastères, et il est soumis aux systèmes de surveillance générale mis en place dans tout le Tibet.

Ces « comités de gestion » ont vu le jour en 2011, après que le gouvernement s'est affranchi de l'autonomie théorique des monastères et des couvents – d'abord introduite en 1962, puis réinstaurée en 1980 après la révolution culturelle – en les plaçant directement sous son contrôle^[12]. Selon Human Rights Watch, cette décision a été prise dans la foulée d'un projet de recherche lancé par le Département de Travail du Front uni à la suite des manifestations populaires tibétaines de 2008. Ce projet visait à identifier les responsables des mouvements de protestation au Tibet. Contrairement aux « comités de gestion démocratique » des monastères, qui sont composés de nonnes et de moines élus et adoubés par les membres de leur monastère ou couvent, au travers desquels le gouvernement exerce un pouvoir indirect, les comités de gestion sont directement composés par le gouvernement pour veiller à la « stabilité politique » et « établir des monastères harmonieux ».



Un cadre en train d'expliquer à des moines du monastère de Yizhang comment respecter la loi relative à la réincarnation. (Source : Département de Travail du Front uni de la ville de Chamdo)

Les comités de gestion officiellement en place sont composés de cadres et de moines. Selon Human Rights Watch, ce nouveau dispositif est décrit comme une « combinaison de gestion par l'administration et d'autogestion » des monastères^[13]. Les cadres installés dans les monastères peuvent venir de différents échelons du Parti et du gouvernement. En septembre 2015, le média d'État *China Daily* a révélé que 6 575 cadres travaillaient au sein de 1 787 monastères dans la RAT^[14]. D'après les chiffres officiels, chaque monastère de la RAT se serait vu assigné en moyenne entre trois et quatre cadres. Leur rôle est de s'introduire dans la vie des monastères et d'assurer la microgestion des pensées, des activités et des comportements de la communauté monastique dans le respect des politiques du Parti et des lois et réglementations de l'État. Il est monnaie courante que, dans le cadre de missions de surveillance et de contrôle, les cadres établissent des « rapports amicaux » avec les nonnes et les moines pour se renseigner sur eux et leur famille, afin d'adapter les campagnes d'endoctrinement. En 2012, le tibétologue Robert Barnett a expliqué à *Radio Free Asia* que les cadres installés dans les monastères avaient reçu pour directive « de “sympathiser” avec un moine et de consigner dans un dossier les réflexions de ce moine »^[15]. Il s'agit d'une méthode de travail habituelle pour le Front uni, qui, comme son nom l'indique, vise à créer un front uni. En avril 2020, Phurbu Sichoe, membre du Comité permanent du Comité du Parti dans le district de Toelung Dechen et chef du Département de Travail du Front uni du district, a donné ordre à ses cadres de tenir un registre des problèmes ayant fait l'objet d'une enquête sur chaque moine dans chacun des monastères et de les régler un par un^[16]. Ce dossier complet est l'équivalent du dossier « dang'an » que les membres du Parti de chaque unité de travail tiennent sur les travailleurs, souvent pour y inscrire des détails futiles, jusqu'à ce qu'un schéma de comportements puisse en être déduit.

Le Bureau de sécurité publique (BSP), qui dispose d'agents de police stationnés à l'intérieur des monastères, est l'autre organisme chargé de surveiller et de contrôler le quotidien des nonnes et des moines. L'installation de commissariats de police permanents à l'intérieur des monastères a débuté après le soulèvement du peuple tibétain en 2008. Depuis lors, le BSP surveille activement les monastères pour réprimer tout acte jugé contraire aux lois relatives à la stabilité.

La police chinoise surveille tous les citoyens au moyen de la carte d'identification nationale (en chinois : *shenfen zheng*)^[17]. Elle tient à jour une base de données reprenant les données personnelles de tous les citoyens – numéro de carte d'identité, nom, date de naissance, ethnie, sexe et adresse – et ces données sont liées à leur permis de résidence (*hukou*) et à leur dossier *dang'an* contenant des informations sur leur travail. C'est ainsi que la police peut surveiller « les moindres détails du quotidien de citoyens [...] pour y détecter tout fait inattendu et décider de mener une enquête », expliquent Peter Mattis et Mathew Brazil dans leur ouvrage intitulé « *Chinese Communist Espionage: An Intelligence Primer* ». Tout signe de « séparatisme », le terme hyperbolique utilisé par la Chine pour qualifier le militantisme en faveur des droits des Tibétains, peut conduire à l'inscription sur une liste noire en plus d'une peine d'emprisonnement. Par exemple, Gendun Sherab, un moine tibétain de 50 ans, qui avait été placé sur liste noire après avoir été renvoyé du monastère de Rabten dans le comté de Sog (en chinois : *Suo*) en raison de ses opinions politiques, a été arrêté il y a trois ans pour avoir partagé sur WeChat une lettre du Dalaï-lama, dans laquelle ce dernier reconnaît la réincarnation d'un enseignant du monastère de Sera Je vivant au sein de la diaspora tibétaine. Faute d'avoir pu recevoir des soins médicaux en raison de son placement sur liste noire, il est décédé le 18 avril 2020^[18].

La présence active des forces de police dans les monastères oblige les nonnes et les moines à constamment se demander si leurs actes pourraient être jugés illégaux. En raison du flou habituel des lois chinoises, il est difficile de déterminer si l'on a franchi une ligne rouge, jusqu'au jour où il est trop tard. De nombreux individus sont accusés de « causer des altercations et de semer le trouble » et beaucoup de Tibétains ont été reconnus coupables d'avoir exprimé leur opposition à la ligne officielle.



Présentation de la caméra de reconnaissance faciale Hikvision, capable d'identifier les membres de minorités ethniques.

Des caméras de surveillance ont été installées en masse à l'intérieur et à l'extérieur des monastères. Il s'agit de l'outil le plus efficace utilisé par les services répressifs pour surveiller la communauté monastique, conserver des dossiers retraçant l'historique d'un individu, et étouffer dans l'œuf toute tentative de dissidence. Contrairement à d'autres équipements technologiques sophistiqués, les caméras de surveillance sont visibles et font partie de la vie quotidienne des nonnes et des moines. La présence de caméras allumées en permanence dans les monastères crée un environnement étouffant au sein de la communauté monastique. Hikvision, une entreprise contrôlée par le gouvernement chinois qui dispose de bureaux à Lhassa, est le plus grand fournisseur de caméras de surveillance et d'autres dispositifs technologiques utilisés pour pénétrer non seulement dans les monastères, mais aussi dans la vie de l'ensemble des Tibétains. Le New York Times a relayé les propos d'un employé anonyme de Hikvision, selon lequel cette entreprise spécialisée dans les caméras et les logiciels de traitement d'image avait commencé à supprimer la « fonctionnalité de reconnaissance des minorités » en 2018^[20]. Cette information n'a pas pu être vérifiée de manière indépendante.

Il est de notoriété publique que les autorités chinoises recourent à des technologies avancées de reconnaissance faciale et d'intelligence artificielle pour leurs opérations de surveillance au Tibet et que les Tibétains sont qualifiés de groupe problématique. Les nonnes et les moines sont soumis à la même surveillance que tous les autres Tibétains.

La Chine cherche résolument à renforcer ses capacités de surveillance au Tibet grâce aux technologies de pointe. La demande en analyses de grands volumes de données (« mégadonnées ») et en surveillance de « l'ordre public » à l'aide de technologies de pointe au Tibet pousse les entreprises technologiques chinoises à y commercialiser leurs solutions d'IA et de mégadonnées. Selon un rapport de Nikkei Asia, cinq géants technologiques chinois – Alibaba, Baidu, Tencent Holdings, iFlytek et SenseTime – ont des projets dans la RAT. SenseTime, une jeune start-up active

dans le secteur de l'IA, dispose d'une unité de capital risque à Lhasa, qu'elle qualifie « d'activité d'investissement »^[21]. Tencent a une unité d'investissement à Nyingchi (en chinois : Linzhi). Alibaba a également établi une unité d'investissement à Lhasa, tandis qu'iFlytek dispose d'un projet de recherche commun avec l'Université du Tibet. En septembre 2018, Wiseweb Technology Company, une entreprise établie à Pékin, et l'Université du Tibet ont créé un centre de mégadonnées compilant des « informations touristiques »^[22]. Ce centre poursuit un double objectif : stimuler le tourisme, mais aussi veiller à la « stabilité » régionale et à l'unité politique avec le reste de la Chine. Wang Sheng, le directeur adjoint de Wiseweb, a déclaré que « la surveillance en temps réel pourrait permettre de prévenir le gouvernement en cas d'événements sociaux négatifs ». Autrement dit, le gouvernement utilisera ce système pour réprimer le militantisme tibétain ou toute activité considérée de près ou de loin comme une atteinte à la sécurité publique ou à l'ordre public.



L'écran de suivi en temps réel des activités touristiques installé à l'Université du Tibet peut aussi servir à assurer la stabilité politique. (Source : Global Times)

En mars 2020, le média d'État *Xinhua* a indiqué qu'un centre de stockage de type cloud serait construit à Lhasa. Ce centre de données, qui sera opérationnel en 2021, devrait, aux dires des autorités, permettre de soutenir l'investissement et le commerce entre les entreprises chinoises et d'autres entreprises d'Asie du Sud^[23]. Il stockera également des données pour des « entreprises tibétaines locales des secteurs de l'électricité, de la finance et d'internet ». En 2021, le quatorzième plan quinquennal devrait inclure des projets de mégadonnées conformément à l'« opinion directrice » du PCC et dans la perspective du déploiement imminent du système de crédit social, qui attribue automatiquement aux individus des récompenses et des sanctions en fonction de leur score de fiabilité.

L'objectif du Parti communiste chinois est de mobiliser des capacités d'analyse des mégadonnées pour surveiller et contrôler rigoureusement l'ensemble de la population chinoise. Ce sont peut-être les forces de sécurité chinoises qui se sont montrées les plus enthousiastes à l'idée de recourir à l'analyse de ces données^[24]. En l'absence de lois limitant les données pouvant être collectées pour assurer la sécurité publique, des instruments aussi puissants améliorent significativement la capacité du ministère de la Sécurité publique de recouper rapidement les casiers judiciaires avec presque n'importe quelle autre donnée qui pourrait se révéler utile pour appréhender des suspects. Qui plus est, les avancées réalisées

dans le domaine de l'analyse des mégadonnées favorisent directement la surveillance et le contrôle stricts des individus, en vue de détecter le moindre signe de déloyauté ou toute autre transgression. La discrimination et le ciblage de la communauté monastique ne sont pas à exclure.

Les activités des moines sur internet et les réseaux sociaux sont passées au crible, étant donné que la communauté monastique est en première ligne de la résistance contre les atrocités commises par le Parti communiste chinois au Tibet. La communauté monastique utilise principalement WeChat, l'application de messagerie la plus populaire au Tibet, qui est soumise aux lois de l'État sur le contrôle du contenu. Des moines ont été arrêtés pour avoir envoyé des messages jugés « illégaux », partagé des images du Dalaï-lama ou parlé de l'état de la langue tibétaine.

Un rapport de recherche récemment publié par The Citizen Lab de l'Université de Toronto montre que WeChat surveille ses utilisateurs non seulement au Tibet et en Chine, mais aussi dans le reste du monde. Les résultats de cette étude se confirment pour les utilisateurs tibétains de WeChat, dont des nonnes et des moines. Par exemple, deux moines du monastère de Tsang de Ba Dzong, dans la préfecture autonome tibétaine de Tsolho (Hainan), Qinghai, ont été arrêtés le 16 avril 2018 pour avoir partagé des photographies et des articles « illégaux » sur WeChat^[25]. De même, Sonam Palden, un moine de 22 ans du monastère de Kirti, dans le comté de Ngaba, a été arrêté en septembre 2019 pour avoir publié un message dans lequel il dénonçait l'état déplorable de la langue tibétaine en raison des politiques chinoises^[26]. En août 2019, Rinchen Tsultrim, un moine de 29 ans du monastère de Nangshik, dans le comté de Ngaba, a été arrêté après avoir fait part de son avis sur les problèmes du Tibet sur WeChat. Il a été détenu au secret pendant plus d'un an, sans possibilité de communiquer avec le monde extérieur^[27].

LE DÉPARTEMENT DE TRAVAIL DU FRONT UNI, « L'ARME MAGIQUE » POUR NEUTRALISER LES NONNES ET LES MOINES TIBÉTAINS





Le Parti et le Département de Travail du Front uni ont organisé une cérémonie de présentation de leur travail et de « récompense » le 19 janvier 2021, pour la mise en œuvre du « respect des quatre normes pour les nonnes et les moines » dans le district de Nedong (Naidong) à Lhoka (Shannan). (Source : Département de Travail du Front uni et Comité du Parti de Nedong)

Le Département de Travail du Front uni (DTFU) joue un rôle central dans le contrôle de la communauté monastique tibétaine. Ce département, jusqu'alors relativement peu influent au sein du système de l'État-parti, est devenu l'organisme chargé concrètement d'élaborer les politiques et d'assurer la coordination d'actions menées par l'ensemble des entités de l'État-parti. Il est donc nécessaire de présenter brièvement le DTFU et son rôle au Tibet.

En septembre 2014, Xi Jinping a révélé ses ambitions pour le DTFU dans un discours prononcé à l'occasion du 65^{ème} anniversaire de la création de la Conférence consultative politique du peuple chinois. Il avait alors déclaré : « Le Front uni est la victoire du Parti communiste chinois pour la cause de la révolution, de la construction et de la réforme. Il s'agit d'une importante arme magique pour concrétiser la grande renaissance de la nation chinoise »^[28]. Une série de réorganisations administratives a été opérée pour renforcer le pouvoir du Parti sur les organes de l'État chargés des affaires religieuses ; l'objectif était alors de confier les affaires religieuses à l'organisation de masse constituant « l'arme magique » du PCC – le Département de Travail du Front uni^[29]. Le DTFU rend des comptes directement au Comité central du Parti communiste chinois. En modifiant la structure du système pour charger le DTFU de toutes les questions liées aux affaires religieuses et ethniques, le Parti a arrêté de prétendre que ce sont des organes étatiques, et non le Parti, qui contrôlent directement les affaires de l'État, en particulier celles liées aux questions ethniques et religieuses.

Le DTFU travaille en étroite collaboration avec la Conférence consultative politique du peuple chinois (CCPPC). Le président de la CCPPC dirige le Petit Groupe de premier plan du Front uni central et le Petit Groupe de coordination du Comité central pour le travail au Tibet. La CCPPC définit la stratégie du Front uni, et le septième bureau du DTFU, le bureau pour le Tibet, est responsable du travail au Tibet depuis sa création en 2006.

Constitué de douze bureaux et de quatre sous-comités au niveau central, le DTFU joue un rôle de premier plan dans les affaires ethniques et religieuses, comme l'explique Alex Joske de l'Australian Strategic Policy Institute^[30]. Un autre observateur fait remarquer que « ces bureaux montrent le rôle démesuré que jouent les minorités ethniques et les représentants n'appartenant pas au parti (无党派代表人士) dans les efforts déployés par le PCC pour s'assurer le soutien de ces groupes »^[31].

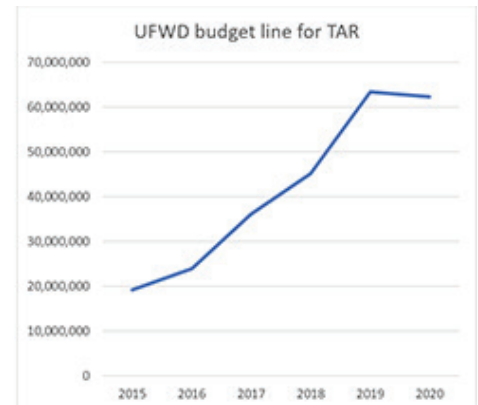
Le remaniement, en 2018, de trois bureaux, traitant respectivement des affaires religieuses, des affaires ethniques et de la diaspora chinoise, a révélé quels étaient les domaines prioritaires du parti pour l'exercice de son pouvoir^[32]. Cette refonte des services chargés des affaires religieuses intervient dans le sillage de la publication d'un rapport d'évaluation rédigé par la Commission centrale de contrôle de la discipline (CCCCD) sur l'Administration d'État des affaires religieuses (AEAR). Ce rapport de 2016 reproche à l'AEAR « d'affaiblir le leadership du parti et de provoquer des défaillances dans l'édification du parti »^[33]. L'AEAR a par la suite été déchargée de ses attributions et les affaires religieuses ont été confiées aux Bureaux 11 et 12 du DTFU, selon M. Joske^[34]. Au travers de cette réorganisation, le pouvoir central a investi le DTFU de l'autorité de surveiller au jour le jour et de contrôler directement toutes les religions en Chine, dont le bouddhisme tibétain. Cette manœuvre visait à atteindre l'objectif du PCC de siniser toutes les religions et de les placer sous sa coupe. Avant cette réorganisation, le DTFU jouait déjà un rôle central dans les politiques du gouvernement à l'égard du Tibet. En effet, le DTFU a toujours représenté le gouvernement chinois lors des pourparlers entre les émissaires du Dalai-lama et le gouvernement chinois, notamment lors du dernier cycle en date (2002-2010).

LE DÉPARTEMENT DE TRAVAIL DU FRONT UNI DANS LA RAT

La réorganisation du DTFU et son rôle vital en tant « qu'arme magique » du Parti sont également perceptibles au Tibet. Le budget du DTFU dans la RAT témoigne clairement de son importance. Bien qu'International Campaign for Tibet soit d'avis que le budget officiel du DTFU pour la RAT ne représente qu'une partie de son budget réel, son analyse apporte néanmoins de précieux renseignements. En cinq ans, le budget du DTFU pour la RAT a presque triplé, passant de 23,9 millions de yuans en 2016 à 62 millions en 2020^[35]. Les augmentations les plus spectaculaires sont intervenues en 2017 et en 2019. En 2017, Xi Jinping a entamé son deuxième mandat de président de la République populaire de Chine, après avoir préparé le terrain pour la concrétisation des ambitions qu'il nourrissait pour le DTFU lors de son premier mandat. Lors de ce deuxième mandat, il avait prévu que le DTFU mette en œuvre sa vision pour la « renaissance de la Chine ». Le Tibet n'a pas été épargné.

Le Parti communiste chinois a révélé son grand projet pour toutes les religions, dont le bouddhisme tibétain, lors du 19^{ème} Congrès du Parti en octobre 2017. La sinisation de la religion est le mantra officiel et une priorité pour Xi Jinping ; il s'est exprimé plusieurs fois à ce sujet et a pris des mesures en ce sens^[36]. Il a indiqué pour la première fois vouloir évaluer la politique religieuse et réorganiser le système en 2014.

2020	62,324,600	1.8% ↓
2019	63,450,800	40.4% ↑
2018	45,188,000	24.8% ↑
2017	36,197,000	51% ↑
2016	23,968,800	24.3% ↑
2015	19,272,300	



Augmentation du budget du DTFU en pourcentage.

En 2016, Xi Jinping a spécifiquement appelé à la sinisation de la religion. Au travers de la sinisation, Xi Jinping entend faire de sa personne l'incarnation de la culture chinoise. Selon lui, les institutions et le clergé devraient servir les « intérêts supérieurs » de l'État en faisant primer la direction et les valeurs centrales du PCC ainsi que le socialisme national sur les canons religieux^[37]. La sinisation menée actuellement par l'État passe par la domestication complète des religions pour éliminer tout engagement transcendant ou toute vision morale déviant de l'idéologie de l'État », explique le professeur Xi Lian de la Duke Divinity School^[38].

DÉCONSTRUIRE LA PROPAGANDE DES MÉDIAS D'ÉTAT SUR LES ACTIVITÉS « ÉDUCATIVES » DESTINÉES À LA COMMUNAUTÉ MONASTIQUE

Une analyse du contenu publié par les médias d'État au sujet des activités dans les monastères et les couvents de la RAT permet de se rendre compte des contrôles idéologiques tous azimuts et des actions d'endoctrinement qui y sont menés, avec une brève interruption en mars 2020 en raison de l'épidémie de coronavirus qui a frappé Wuhan.

Le DTFU veille à ce que les pensées et les activités de la communauté monastique soient non seulement contrôlées pour atteindre l'objectif de « stabilité sur le long terme », mais aussi canalisées pour concrétiser la « grande renaissance de la nation chinoise ». Pour y parvenir, une myriade de mécanismes sont mis en place pour surveiller et contrôler les pensées et les activités des nonnes et des moines, et pour détourner la communauté monastique de son système religieux traditionnel et lui faire adopter celui prévu par le Parti. L'analyse d'une sélection d'articles publiés par des médias d'État sur les activités « éducatives » menées dans les monastères révèle ce qui suit.

Le DTFU veille à ce que la communauté monastique tibétaine ait une « conscience nationale chinoise » et se plie aux politiques du Parti ainsi qu'aux lois et aux réglementations de l'État régissant les affaires religieuses. Par exemple, lors d'une réunion du Département de travail du Front uni organisée dans la préfecture autonome tibétaine de Ngari (en chinois : *Ali*) le 10 mai 2020, il a été souligné qu'il faudrait davantage veiller à ce que les membres de la communauté monastique se considèrent comme des ressortissants chinois et qu'ils ne prennent en considération que le pays et ses lois. L'accent a également été mis sur la nécessité de s'assurer que les nonnes et les moines respectent la version chinoise des droits et des devoirs. La mise en œuvre de la politique du Parti en matière de religion

ainsi que l'application des lois et réglementations de l'État régissant les affaires religieuses ont été rendues obligatoires dans les monastères^[39]. Pour que les membres de la communauté monastique se considèrent comme des ressortissants chinois, il faut qu'ils changent d'identité culturelle et assimilent complètement la notion de loyauté à la race chinoise unique (*Zhonghua minzu*).

Le contrôle de la loyauté de la communauté monastique au Parti et la dénonciation du Dalaï-lama – une politique adoptée lors du troisième Forum sur le travail au Tibet en 1994 – étaient toujours de rigueur en 2020, l'objectif demeurant la « stabilité sur le long terme ». Lors d'une vidéoconférence sur la mise en place « d'activités éducatives » sur le « respect des quatre normes pour devenir des nonnes et des moines supérieurs », organisée en avril 2020, Liu Zhiqiang, le vice-secrétaire du Comité du Parti de la ville de Lhoka (en chinois : *Shannan*), a ordonné « de se concentrer sur la recherche d'une solution aux problèmes politiques majeurs que présenteront la mort du 14^{ème} Dalaï-lama et sa réincarnation » pour le maintien de la stabilité.



Des nonnes et des moines « mis à l'honneur » par des représentants du Parti et du Département de Travail du Front uni en janvier 2021 dans le comté de Chonggye (Qiongjie) de la ville de Lhokha (Shannan) pour avoir « respecté les quatre normes et aspiré à devenir des nonnes et des moines supérieurs ». (Source : Département de Travail du Front uni et Comité du Parti du comté de Chonggye)

En énonçant une instruction aussi claire que celle-ci lors d'une conférence à laquelle participaient onze organismes du Parti et du gouvernement œuvrant au contrôle de la communauté monastique, le Parti s'assure que la dénonciation du Dalaï-lama et la reconnaissance de la réincarnation du Dalaï-lama approuvée par l'État soient inscrites dans le programme des « activités éducatives » destinées aux monastères. Liu Zhiqiang a ordonné un contrôle strict des monastères bouddhistes tibétains pour maintenir la « stabilité sociale », en les comparant à des « naseaux de bœuf »^[40]. En effet, si l'on perce d'un anneau les naseaux d'un bœuf, on peut le guider où l'on veut. De même, Wangchuk (en chinois : Wang Jiu), le vice-directeur du DTFU et le secrétaire du groupe du Parti du Bureau des affaires ethniques et religieuses de la préfecture de Ngari, a plaidé en faveur de la résistance à l'arrivée de fidèles du Dalaï-lama dans les monastères et de la redevabilité politique des nonnes et des moines envers la Chine, ceux-ci étant censés devenir un exemple à suivre pour la population^[41].

Le DTFU coopte des membres de la communauté monastique et veille à l'application du cadre

réglementaire de l'État relatif à la religion – et tout particulièrement des lois portant spécifiquement sur le bouddhisme tibétain – comme le démontrent ses activités, qui témoignent également de la volonté du Parti d'exercer son pouvoir sur les réincarnations. Le discours de la Chine au sujet de la tradition bouddhiste tibétaine de la réincarnation a été présenté dans la ville de Lhoka (en chinois: *Shannan*) en mai 2020 dans le cadre d'une exposition, afin de rendre publique et de mettre en œuvre les « mesures de gestion de la réincarnation des Bouddhas vivants dans le bouddhisme tibétain ». La communauté monastique ne peut plus appliquer sa méthode traditionnelle pour reconnaître les enseignants réincarnés et elle est obligée de suivre les procédures que le Parti a établies en matière de réincarnation pour mettre en place un candidat approuvé par le gouvernement. Selon ces dernières, la procédure de recherche de la réincarnation des enseignants bouddhistes nécessite de suivre la méthode controversée du tirage au sort dans un vase doré. Pour être sûr de pouvoir contrôler les lamas réincarnés – et surtout la réincarnation de l'actuel Dalai-lama, le 14^{ème} –, le PCC a adopté plusieurs textes qui prescrivent que la recherche des lamas réincarnés ne peut avoir lieu que sur le territoire chinois et qu'elle doit être approuvée par Pékin. L'exposition, qui a été visitée par des dirigeants de l'État-parti et des représentants d'associations religieuses approuvées par l'État, a par la suite été rendue accessible aux villageois et à toute la société, dont notamment des élèves de l'école élémentaire et intermédiaire^[42].

D'après un autre rapport du Département de Travail du Front uni de la ville de Chamdo, le Comité de gestion du monastère de Yizhang de la ville de Chamdo (en chinois: *Changdu*) dans le comté de Lhorong (en chinois: *Luolong*) a organisé des cours en mai 2020 pour que tous les moines du monastère puissent étudier les « Mesures de gestion de la réincarnation des Bouddhas vivants dans le bouddhisme tibétain ». Ces cours visaient à apprendre aux moines qu'ils devaient respecter les politiques et les lois du Parti et de l'État en ce qui concerne la réincarnation des enseignants bouddhistes tibétains, conformément à la version de l'Histoire, aux rituels religieux et aux procédures définis par l'État-parti pour le bouddhisme tibétain^[43].

LES « QUATRE NORMES » INFÉODENT LA PRATIQUE RELIGIEUSE À LA LOYAUTÉ AU PARTI





Exposition de propagande organisée à Lhassa pour 100 nonnes et moines du comté de Chushur (Qushui) participant au projet « Respect des quatre normes pour les nonnes et les moines ». L'exposition présente les réincarnations tibétaines comme un système géré par l'administration centrale de la Chine, de la dynastie Yuan à la dynastie Qing. (Source : Département de Travail du Front uni et Comité du parti du comté de Chushur)

Lors de la Conférence nationale sur le travail religieux de 2016, Xi Jinping a appelé le Parti à consolider son Front uni avec les communautés religieuses en vue « de réaliser le rêve chinois d'une grande renaissance de la nation chinoise »^[44]. Dans le droit fil de la révision de la législation relative aux affaires religieuses opérée en 2017 pour mettre en pratique les conclusions de la Conférence nationale sur le travail religieux, une politique de contrôle idéologique intitulée « quatre normes pour

devenir des nonnes et des moines supérieurs » a été progressivement mise en œuvre au sein des communautés monastiques tibétaines à partir de 2018.

La politique des quatre normes exige des membres de la communauté monastique qu'ils :

- 1) *respectent la norme relative à la fiabilité politique et aspirent à devenir des nonnes et des moines supérieurs avec une attitude fiable et remarquable ;*
- 2) *obéissent aux normes relatives à la religion en créant l'harmonie, et aspirent à devenir des nonnes et des moines supérieurs pour ce qui est de l'étude rapide et de l'entraînement assidu ;*
- 3) *suivent les normes d'intégrité morale et d'obéissance, et aspirent à devenir des nonnes et des moines supérieurs qui respectent la loi et sont d'une moralité irréprochable ;*
- 4) *obéissent aux normes, en particulier lors des périodes critiques, et aspirent à devenir des nonnes et des moines supérieurs pour jouer activement leur rôle^[45].*

La politique des quatre normes requiert intrinsèquement de la communauté monastique qu'elle soit loyale au Parti communiste chinois et qu'elle fasse sien le socialisme à caractéristiques chinoises.

Par exemple, lors d'un colloque sur le thème du « Respect des quatre normes et de l'aspiration à devenir des nonnes et des moines supérieurs », organisé à Lhassa en décembre 2019, Wu Yingjie, le secrétaire du Parti pour la RAT, qui présidait la réunion, a demandé aux membres de la communauté monastique de se montrer reconnaissants envers le Parti pour les « avantages » dont ils bénéficient et d'être de fidèles partisans du Parti. Il a également enjoint aux moines « d'établir durablement une vision correcte de la patrie, de la nation, de l'histoire, de la culture et de la religion »^[46]. Autrement dit, la communauté monastique ne peut plus formuler des idées et exprimer son opinion sur l'histoire et la culture tibétaines, et elle doit au contraire se conformer à la version approuvée par le Parti de l'histoire, de la culture et de la religion chinoises. Dans le droit fil de la politique de longue date de répression de la loyauté de la communauté monastique envers le Dalaï-lama, le secrétaire du Parti a demandé à la communauté monastique de critiquer le Dalaï-lama dans leur monastère au nom de l'unité de la Chine et de la stabilité sociale.

Au cours d'un programme de rééducation de neuf jours organisé en mai 2020 pour les représentants de la communauté monastique dans la province du Qinghai, le secrétaire provincial du Parti, Wang Jianjun, a ordonné à la communauté monastique d'adhérer aux « quatre normes » et d'encourager les croyants à soutenir le Parti et le gouvernement. Dans une démarche visant à ce que le bouddhisme tibétain épouse le socialisme à caractéristiques chinoises, le directeur du Département de Travail du Front uni de la RAT, Gonpo Tashi, a appelé les nonnes et les moines à suivre la sinisation du bouddhisme tibétain en adhérant à la politique du Parti sur la religion, en se conformant aux lois et règlements relatifs à la religion et en appliquant la loi promulguée sur la réincarnation des enseignants religieux. Il a également ordonné aux membres de la communauté monastique de s'engager à respecter toute leur vie les « quatre normes », qui doivent leur servir de guide pour améliorer « leur capacité mentale et leur action ». Il leur a demandé de respecter les dirigeants du Parti communiste chinois et le socialisme à caractéristiques chinoises, et de contribuer à l'épanouissement de la tradition qui veut que l'on « aime [son] pays et [sa] religion », au nom de l'unité de la patrie, de l'unité ethnique, de l'harmonie religieuse et de la stabilité sociale^[47].

De même, le DTFU a organisé le premier cycle d'un programme de contrôle idéologique prévu pour une durée de trois ans et destiné aux nonnes et aux moines âgés de 18 à 50 ans. Ce programme a été lancé dans la préfecture de Dechen en mai 2020. La semaine de « cours », à laquelle ont pris part un premier groupe de 62 nonnes et moines, couvrait divers sujets, dont la théorie politique, les politiques et règlements religieux, et le patriotisme. Cette « formation » avait pour objectif de convertir politiquement la communauté monastique au « socialisme à caractéristiques chinoises pour la nouvelle ère » et de leur faire intégrer les idées de Xi Jinping sur la religion dans la pratique du bouddhisme tibétain^[48].



À l'intérieur d'une classe lors de la formation politique d'une semaine organisée en mai 2020 pour la communauté monastique de la préfecture de Dechen, Yunnan. (Source : Yunnan Net-Shangri-La Net)

Phurbu Sichoe (en chinois : *Pubu Siqu*), un membre du Comité permanent du Comité du Parti du district de Toelung Dechen et le directeur du Département de Travail du Front uni du district, a organisé une réunion pour ses cadres en avril 2020 au sujet des « quatre normes ». Au cours de cette réunion, il a présenté les techniques de surveillance utilisées pour le contrôle idéologique de la communauté monastique. Il a chargé les cadres d'appliquer les politiques de contrôle idéologique, en les adaptant en fonction des risques et des problèmes repérés pour chacune des nonnes et chacun des moines de l'ensemble des monastères. « Il convient de consigner dans un registre les problèmes découverts chez chaque nonne et chaque moine dans chaque monastère, afin de pouvoir régler les problèmes un à un », a-t-il ordonné aux cadres présents à la réunion de mobilisation et de déploiement des « activités éducatives » pour le « respect des quatre normes et l'aspiration à devenir des nonnes et des moines supérieurs »^[49].

CONSÉQUENCES DU CONTRÔLE ET DE LA SURVEILLANCE SUR LA VIE MONASTIQUE ET LA PRATIQUE DU BOUDDHISME TIBÉTAIN

- Les mesures de surveillance et de contrôle imposées dans les communautés monastiques tibétaines conduisent lentement mais sûrement au déclin des monastères en tant que centres d'éducation et d'apprentissage, un rôle qu'ils ont assuré pendant des siècles lorsque la civilisation bouddhiste tibétaine était florissante. Ces mesures empêchent les moines de voyager librement au Tibet et à l'étranger et donc de passer d'un monastère à l'autre pour y chercher des enseignants et des connaissances. En interdisant aux enfants d'étudier dans les écoles monastiques, alors que le système d'éducation monastique traditionnel préconise de commencer dès le plus jeune âge, l'État empêche la diffusion des connaissances religieuses. Le lien entre les différentes générations d'enseignants et d'étudiants est rompu pour paralyser la transmission du savoir, dans le but de laisser la civilisation bouddhiste tibétaine décliner lentement.
- Un ancien moine du monastère de Labrang a brièvement expliqué à International Campaign for Tibet la logique qui sous-tend le système traditionnel d'éducation monastique : « Dans les monastères tibétains, les jeunes moines, dès la plus tendre enfance, sont élevés pour devenir les protecteurs de leur culture et des valeurs bouddhistes. Une fois adultes, ils transmettent cette éducation à un jeune moine. La boucle est alors bouclée. J'ai appris des moines plus âgés dans mon monastère, et quand j'ai atteint la trentaine, j'ai commencé non seulement à enseigner aux jeunes moines les écritures et l'étude, mais aussi à leur apprendre comment faire leurs devoirs, comment se comporter et comment accomplir des tâches pratiques comme aller chercher de l'eau et faire le ménage. Quand les jeunes moines sont forcés de quitter les monastères, ce lien vital entre les générations est rompu »^[50].
- La surveillance et le contrôle intensifs de la communauté monastique ont conduit soit à l'expulsion de moines pour non-respect des politiques officielles, soit à leur départ volontaire en raison du harcèlement constant qu'ils subissaient de la part des fonctionnaires et de l'environnement irrespirable qui en découlait. Selon un spécialiste tibétain au Tibet, dont l'identité n'est pas révélée pour des raisons de sécurité, « les rangs des nonnes et des moines se sont considérablement clairsemés, avec des monastères et des couvents quasiment vides [...] Il reste de moins en moins de moines et de nonnes, et ils ont de sérieuses difficultés à pratiquer leur religion »^[51]. De telles observations provenant du terrain sont importantes pour évaluer la situation réelle au Tibet, et elles sont plus instructives que la propagande de l'État, qui ne cesse de répéter que la démographie de la communauté monastique est stable depuis des décennies.
- Il n'existe pas de données démographiques précises sur la population monastique tibétaine. Dans son livre blanc de 2001 intitulé « *Tibet's March Toward Modernization* » (« Le Tibet en marche vers la modernisation »), la Chine indiquait que le Tibet comptait 120 000 moines dans les années 1950, citant un recensement effectué par le gouvernement à l'époque^[52]. Quant aux chiffres pour la communauté monastique en 2000, elle y affirmait que la RAT comptait 46 000 nonnes et moines. Ce nombre officiel de 46 000 nonnes et moines cité par les instances et les médias de l'État a été répété au fil des années. En mars 2019, le média d'État *Xinhua* continuait d'annoncer que la population monastique « actuelle » de la RAT

s'élevait à 46 000 nonnes et moines, un chiffre qui n'évolue plus depuis plus de vingt ans^[53].

- Étant donné que le gouvernement chinois maintient une surveillance et un contrôle toujours plus stricts sur les Tibétains, dans le mépris total de ses obligations internationales de respecter leurs droits, le flux d'informations sur les violations des droits de l'homme sur le terrain se tarit. Le renforcement de la surveillance a conduit à l'arrestation de moines, ce qui a eu un effet dissuasif sur les dénonciations de telles violations, et ce, tant auprès de la population du Tibet que des Tibétains en exil. Kanyag Tsering, qui vit en exil et est le principal point de contact pour les moines du monastère de Kirti dans le comté de Ngaba, a expliqué au Tibetan Centre for Human Rights and Democracy : « La pression sur votre conscience est immense quand un grand nombre de vos informateurs sont placés en détention et torturés [...] Ce qui me bouleverse véritablement, c'est que je suis en quelque sorte responsable de l'emprisonnement de mes amis »^[54]. Cette exaspération est partagée par de nombreux Tibétains qui ont espéré, en vain, que la communauté internationale intervienne, alors que leurs proches ont été emprisonnés pour avoir pris le risque de dénoncer des violations des droits de l'homme au monde extérieur.
- Étant donné que les nonnes et les moines vivent en communauté, ce sont principalement les comités de gestion, les policiers, les cadres et les informateurs infiltrés qui les surveillent, eux et leurs activités. Les caméras de surveillance sont omniprésentes dans les communautés monastiques, mais le déploiement de hautes technologies de surveillance dans les monastères ne semble pas encore être la norme.



Photographie de Yachen Gar prise en novembre 2020, sur laquelle on peut prendre la mesure des dégâts. Photographie obtenue via Katia Buffetrille.



Yachen Gar en 2013, avant la destruction. Photographie de Drog-ga.



Des nonnes forcées de quitter Yachen Gar. (Source : Tibet.net)

La surveillance constante par l'État-parti, qui est à l'affût de chaque violation des politiques officielles, étouffe les moines et les nonnes au quotidien. Ce climat oppressant est exacerbé par le cadre réglementaire utilisé pour contrôler leur vie et la pratique de leur religion. Les nonnes et les moines restent muets face à cette répression, craignant qu'une réaction de leur part ne fasse qu'empirer la situation.

- En imposant son pouvoir direct sur les monastères et les couvents, en contradiction avec l'autonomie qui leur a été théoriquement conférée, le gouvernement a resserré l'étau autour des communautés monastiques. Au sein des monastères et des couvents, les moines et les nonnes ne jouissent même plus du droit symbolique de représentation dans le processus décisionnel pour faire part de leurs préoccupations collectives.

L'exercice vertical du pouvoir génère de la frustration au sein de la communauté monastique, frustration qui est aggravée par la surveillance et l'intrusion dans leurs vies. Jusqu'à présent, la communauté monastique a choisi d'accepter la situation sans broncher. Mais cette frustration, qui ne cesse de s'accumuler, finira un jour par exploser, comme ce fût le cas lors des cycles précédents de répression et de résistance.

- La surveillance et le contrôle visant à s'assurer que les dirigeants religieux jettent des ponts entre le Parti, la communauté religieuse et les croyants ont eu des effets mitigés. Lors de leurs discours et de leurs interactions avec la population, les chefs religieux approuvés par l'État ne tarissent pas d'éloges au sujet des dirigeants du Parti communiste et ils n'hésitent pas à les qualifier de sauveurs du peuple et de la patrie. Le Panchen-lama désigné par le gouvernement chinois, Gyaltzen Norbu, est l'un des ardents défenseurs du pouvoir du Parti au Tibet. La plupart des autres suivent à contrecœur le diktat du Parti pour des raisons pratiques, mais du bout du cœur.
- La réglementation relative au contrôle du système de réincarnation discrédite le système de réincarnation unique du bouddhisme tibétain. En contrôlant la sélection des réincarnations des enseignants religieux tibétains, le DTFU rompt le lien religieux et spirituel unissant le peuple tibétain à ses enseignants bien-aimés. En s'inscrivant en faux contre la coutume et la tradition qui veulent que les chefs religieux soient les seuls habilités à reconnaître les enseignants réincarnés, la réglementation imposée par l'État, qui dispose que les entités administratives et le Conseil d'État ont le pouvoir de refuser ou d'approuver les réincarnations, discréditent les pratiques traditionnelles séculaires du bouddhisme tibétain.

Cette intervention de l'État dans les affaires religieuses provoque des schismes au sein de la communauté religieuse au sens large, mais elle étouffe aussi le système de croyances des communautés religieuses, qui doivent faire face à de faux enseignants réincarnés. En ne reconnaissant que les enseignants réincarnés nés en Chine, Pékin cherche clairement à manipuler la réincarnation du 14^{ème} Dalaï-lama, ce qui inquiète la communauté religieuse, d'autant plus que le Dalaï-lama actuel n'est plus tout jeune. Depuis le XIV^{ème} siècle et pendant six siècles, les réincarnations du Dalaï-lama ont été reconnues selon les pratiques traditionnelles du bouddhisme tibétain. Maintenant que l'État contrôle, par sa réglementation, la désignation du prochain Dalaï-lama, les moines et les nonnes, ainsi que la communauté religieuse au sens large, s'inquiètent en silence du déclin et du rejet de l'institution des Dalaï-lamas au Tibet. Conscients de cette inquiétude, les chefs religieux tibétains de la diaspora ont décrété en novembre 2019 que « la décision concernant la réincarnation prochaine du XIV^{ème} Dalaï-lama devrait relever uniquement de Sa Sainteté le XIV^{ème} Dalaï-lama. Aucun gouvernement et aucune autre autorité ne pourra exercer ce pouvoir. Si le gouvernement de la République populaire de Chine choisit, à des fins politiques, un candidat pour la fonction de Dalaï-lama, le peuple tibétain ne le reconnaîtra pas et ne lui apportera pas son respect »^[55].

- Les autorités chinoises usent de réglementations de « santé et sécurité publiques » pour contrôler et influencer la communauté monastique. Le recours à des règles de sécurité publique pour mettre en œuvre des expulsions massives a entraîné l'arrêt des études, le déplacement de nonnes et de moines, et le déclin des instituts monastiques. Bien souvent, les moines et les nonnes expulsés subissent des traitements humiliants et dégradants : ils sont forcés d'entreprendre des activités non monastiques dans le cadre d'un programme de rééducation politique.

L'expulsion massive de moines et de nonnes à Larung Gar et Yachen Gar est un exemple éloquent de cette pratique. À la mi-2017, plus de 6 700 nonnes et moines ont été expulsés de l'Institut bouddhiste Larung Gar dans le comté de Serthar, dans le Sichuan, et plus de 1 500 logements de l'institut ont été rasés^[56]. Les nonnes et les moines ont non seulement été contraints d'arrêter leurs études – certains ont pu les reprendre dans les monastères de leur ville d'origine –, mais ils ont aussi dû assister à des sessions de rééducation politique, lors desquelles ils ont été forcés de porter des uniformes militaires et de chanter des chants nationalistes en hommage au Parti et à la patrie.

De même, plus de 6 000 nonnes et moines ont été chassés de l'Institut bouddhiste Yachen Gar début 2019^[57]. Il n'y a plus aucun espoir de pouvoir rejoindre les monastères de la Région autonome du Tibet en raison des mesures administratives qui empêchent explicitement les nonnes et les moines de se déplacer librement en quête de connaissances.

CONSÉQUENCES SUR L'AUTHENTICITÉ DE LA VIE RELIGIEUSE AU TIBET

Les politiques et les mesures de contrôle de la communauté monastique tibétaine ont un impact profond et négatif sur la pratique, la transmission et la préservation du bouddhisme tibétain. Le Parti communiste chinois et son organisation de masse qu'est le DTFU ne contrôlent pas seulement les idées et les pensées au sein du système traditionnel du bouddhisme tibétain, ils forcent aussi ce système à devenir chinois au travers de la sinisation du bouddhisme, dans le cadre d'un plan quinquennal qui aurait été lancé en janvier 2019^[58].

Le recours à la sinisation pour l'assimilation de l'identité des Tibétains n'est pas nouveau, puisque le gouvernement chinois essaie depuis des décennies d'intégrer socioculturellement les Tibétains et de les assimiler dans la société chinoise. Toutefois, la politique de sinisation lancée par Xi Jinping est particulièrement inquiétante, car elle cible précisément le bouddhisme tibétain en tant que religion.

Les politiques et les mesures imposées pour contrôler le bouddhisme tibétain et la communauté monastique ont profondément ébranlé l'authenticité du bouddhisme tibétain. Le contenu des enseignements a fait l'objet de réglementations à des fins de contrôle et d'endoctrinement politique en faveur du « patriotisme » à l'égard de la Chine. Les campagnes politiques incessantes dans les couvents et les monastères intitulées « Aime ton pays et aime ta religion » forcent la communauté monastique et les dirigeants religieux à censurer leurs idées et leurs pensées lorsqu'ils sont en public.

Par son ingérence, le gouvernement s'immisce dans la conception tibétaine de l'épanouissement du bouddhisme et de la vie monastique, qui consiste à consacrer sa vie à l'étude et à la pratique des enseignements. La règle qui impose d'avoir au minimum 18 ans pour rejoindre la communauté monastique entraîne une diminution du nombre de nonnes et de moines. La nouvelle génération de nonnes et de moines compterait beaucoup moins de nouvelles recrues, et son apprentissage commencerait beaucoup plus tard, à l'adolescence, alors que dans le système traditionnel, la formation débute dès la plus tendre enfance.

Le bouddhisme tibétain suit depuis des siècles une tradition unique de réincarnation. Ce système doit sa pérennité à la reconnaissance des enseignants réincarnés et au maintien du lien entre les enseignants et les étudiants, qui perpétuent cette mission religieuse. Les décrets et mesures de l'État sur la réincarnation des enseignants religieux tibétains constituent une ingérence directe visant à mettre fin à cette pratique tibétaine authentique et à la remplacer par l'idéologie de l'État et du Parti. Les campagnes d'endoctrinement politique entreprises dans les monastères tibétains obligent la communauté monastique à se conformer aux décrets et mesures prises par l'État concernant le système de réincarnation. En imposant sa méthode de sélection régie par ses politiques et mesures, l'État chinois s'oppose à la coutume d'une communauté religieuse qui suit le processus traditionnel de reconnaissance des enseignants réincarnés, et il intervient directement pour étouffer l'authenticité du bouddhisme tibétain. Tous les enseignants réincarnés doivent obtenir l'aval du gouvernement pour que leur réincarnation soit reconnue et pour être inscrits dans la base de données créée par le gouvernement en 2016.

La tradition veut que la communauté monastique tibétaine soit liée par son code de conduite, lequel trouve son origine dans les canons bouddhiques. Toutes les affaires monastiques sont conduites dans le respect de ces canons. Toutefois, la mise en œuvre des politiques du Parti au sein des monastères nécessite que la communauté monastique considère la doctrine et les dirigeants communistes comme une source d'autorité supérieure aux canons bouddhiques, et ce, même pour les questions spirituelles. En façonnant une communauté monastique répondant aux critères de la doctrine de l'État-parti, le gouvernement chinois viole et étiole considérablement l'authenticité du bouddhisme tibétain.

Le droit international prévoit un certain nombre de garde-fous censés protéger la liberté de religion ou de croyance, lesquels sont codifiés dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, que la République populaire de Chine a signé mais pas ratifié, ainsi que dans la Convention relative aux droits de l'enfant et le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, que la République populaire de Chine a ratifiés. Tandis que le premier protège les droits relatifs à la liberté de religion ou de croyance, le dernier porte sur la protection des droits culturels qui garantissent la liberté de pratiquer sa religion. Le bouddhisme tibétain fait partie intégrante de la culture tibétaine, et dès lors, les droits culturels des pratiquants du bouddhisme tibétain sont protégés par le droit international. Le contrôle et la surveillance exercés par l'État chinois sur le bouddhisme tibétain, et en particulier sur la vie monastique, sont contraires aux droits des nonnes et des moines tibétains de pratiquer librement leur religion et de s'épanouir dans leur vie religieuse. Comme l'a fait observer l'ancien Rapporteur spécial sur la liberté de religion ou de conviction des Nations Unies Heiner Bielefeldt, « la liberté de religion ou de conviction ne protège en soi pas les traditions religieuses, mais elle facilite par contre la quête et la constitution libres d'identités spirituelles, dans l'acceptation la plus large du terme »^[59]. Le bouddhisme tibétain ne peut donc s'épanouir que si ses traditions, ses canons et ses règles sont appris, transmis et approfondis en toute liberté – c'est-à-dire à l'abri de l'ingérence de l'État chinois et tout particulièrement de son contrôle et de sa surveillance.



Une caméra de surveillance camouflée dans un moulin à prières. (Photo : Woeser)



Notes:

[1] « China: Tibetan Monasteries Placed Under Direct Rule » Human Rights Watch, 16 mars 2012, <https://www.hrw.org/news/2012/03/16/china-tibetan-monasteries-placed-under-direct-rule>.

[2] « 2014 Report on International Religious Freedom: China (Includes Tibet, Hong Kong, and Macau) - Tibet », Département d'État des États-Unis, 14 octobre 2015, <https://2009-2017.state.gov/j/drl/rls/irf/2014/eap/238290.htm>.

[3] Ce chiffre est tiré du rapport « Freedom of Religious Belief » (« Liberté religieuse ») publié par le Bureau de renseignement du Conseil des affaires d'État de la République populaire de Chine en octobre 1997 et disponible à l'adresse : <http://www.china-un.ch/eng/bjzl/t168753.htm>. Ce même chiffre a été officialisé à plusieurs reprises dans des livres blancs et relayé dans les médias d'État. Le dernier article en date a été publié en mars 2019 et est disponible à l'adresse : http://www.xinhuanet.com/english/2019-03/27/c_137926985.htm. Pour une analyse historique de l'évolution démographique de la communauté monastique, voir « Bouddhisme tibétain et monachisme de masse », Melvyn Goldstein, in Adeline Herrou et Gisele Krauskopf (éds.), *Des moines et des moniales dans le monde. La vie monastique dans le miroir de la parenté* (Presses Universitaires de Toulouse le Mirail, 2010), <https://www.editions-harmattan.fr/index.asp?navig=catalogue&obj=article&no=19743>.

[4] « Xi Calls for Improved Religious Work », China.org.cn, 24 avril 2016, http://www.china.org.cn/china/2016-04/24/content_38312410.htm.

[5] Pour de plus amples informations sur la politique des « quatre normes » pour les communautés monastiques, voir la section intitulée « Les “quatre normes” inféodent la pratique religieuse à la loyauté au Parti ».

[6] Voir « New Measures on reincarnation reveal Party's objectives of political control », International Campaign for Tibet, 15 août 2007, <https://savetibet.org/new-measures-on-reincarnation-reveal-partys-objectives-of-political-control/>.

[7] China Orders Martial Law, Deploys Troops in Tibet », Los Angeles Times, consulté le 21 décembre 2020, <https://www.latimes.com/archives/la-xpm-1989-03-08-mn-257-story.html>.

[8] « 2008 Uprising in Tibet: Chronology and Analysis », Bureau pour l'ONU, l'UE et les droits de l'homme, Département de l'Information et des Relations internationales, Administration centrale tibétaine, 2010, <https://tibet.net/wp-content/uploads/2014/10/tibetprotest2008.pdf>.

[9] « Tibet: A Glossary of Repression », Human Rights Watch, 19 juin 2017, <https://www.hrw.org/video-photos/interactive/2017/06/20/tibet-glossary-repression>.

[10] « China: New Political Requirements for Tibetan Monastics », Human Rights Watch, 30 octobre 2018, <https://www.hrw.org/news/2018/10/30/china-new-political-requirements-tibetan-monastics>. Voir aussi, « Buddhist representatives in Tibet undergo training, urged to be politically reliable », Global Times, 4 juin 2018, <http://www.globaltimes.cn/content/1105552.shtml>.

[11] « 阿坝州人民政府关于印发阿坝藏族羌族自治州藏传佛教事务管理暂行办法的通知_全文 [Ordonnance du gouvernement populaire de la préfecture de Ngaba sur l'adoption de mesures temporaires relatives à l'administration des questions liées au bouddhisme tibétain dans la préfecture autonome tibétaine et qiang de Ngaba] », 24 juillet 2009, http://www.law-lib.com/law/law_view.asp?id=297813.

[12] « China: Tibetan Monasteries Placed Under Direct Rule », Human Rights Watch, 16 mars 2012, <https://www.hrw.org/news/2012/03/16/china-tibetan-monasteries-placed-under-direct-rule>.

[13] Ibid.

[14] Supra. 1.

[15] Monks, Nuns Abandon Monasteries », Radio Free Asia, consulté le 21 décembre 2020, <https://www.rfa.org/english/news/tibet/abandon-01312012130228.html>.

[16] « 我区召开2020年‘遵行四条标准争做先进僧尼’教育实践活动动员部署会_堆龙德庆 [Notre district organise une réunion de mobilisation et de déploiement pour les activités éducationnelles relatives au “Respect des quatre normes et aspirations à devenir des nonnes et des moines supérieurs”] », Sohu, 18 avril 2020, https://www.sohu.com/a/389070731_120054529.

[17] Peter Mattis, Mathew Brazil, Chinese Communist Espionage: An Intelligence Primer, (Naval Institute Press, 2019), <https://books.apple.com/us/book/chinese-communist-espionage/id1480367862>: 401.

[18] « Tibetan Monk Dies After Living Two Years With Torture Injuries Sustained in Custody », Radio Free Asia, 24 avril 2020, <https://www.rfa.org/english/news/tibet/gendun-sherab-04242020150923.html>.

[19] « Developing technological totalitarianism in Tibet: Huawei and Hikvision », International Campaign for Tibet, 17 décembre 2018, <https://savetibet.org/developing-technological-totalitarianism-in-tibet-huawei-and-hikvision/>.

[20] Paul Mozur, « One Month, 500,000 Face Scans: How China Is Using A.I. to Profile a Minority », The New York Times, 14 avril 2019, rubrique Technologies, <https://www.nytimes.com/2019/04/14/technology/china-surveillance-artificial-intelligence-racial-profiling.html>.

[21] Shunsuke Tabeta, « China Tech Giants Elbow into Fast-Growing Tibet », Nikkei Asia, 13 mars 2019, <https://asia.nikkei.com/Business/China-tech/China-tech-giants-elbow-into-fast-growing-Tibet>.

[22] Cao Siqi, « Big Data System Keeps Real-Time Track of Visitors in Tibet », Global Times, 7 octobre 2018, <https://www.globaltimes.cn/content/1121934.shtml>.

[23] Big Data Center to Service Companies in Tibet », Xinhua, 27 mars 2017, http://www.xinhuanet.com/english/2017-03/27/c_136161791.htm.

[24] « Chinese Views of Big Data Analytics, Indian Strategic Studies », 11 septembre 2020, <https://strategicstudyindia.blogspot.com/2020/09/chinese-views-of-big-data-analytics.html>.

[25] « China detained two Tibetan monks for sharing illegal contents on social media », Tibet Express, 18 avril 2018, <https://tibetexpress.net/8065/china-detained-two-tibetan-monks-for-sharing-illegal-contents-on-social-media/>.

[26] « Monk from Tibet’s Amdo Ngaba Arrested over Social Media Posts on Tibetan Language », Administration centrale tibétaine, 5 octobre 2019, <https://tibet.net/monk-from-tibets-amdo-ngaba-arrested-over-social-media-posts-on-tibetan-language/>.

[27] « Tibetan Monk Held Incommunicado for over One Year », International Campaign for Tibet, 2 décembre 2020, <https://savetibet.org/tibetan-monk-held-incommunicado-for-over-one-year/>.

[28] « 专设统战工作领导小组 中央‘大统战’思维升级--专题报道-人民网 [Mise à jour de la réflexion sur le « grand front uni» du groupe de tête dédié au Front uni du travail] », 31 juillet 2015, <http://cpc.people.com.cn/xuexi/n/2015/0731/c385474-27391395.html>.

[29] Mao Zedong considérait le front uni, l'édification du Parti et la lutte armée comme les « armes magiques » du Parti communiste chinois. Il écrivait en 1939 dans la revue « Le Communiste » : « Le front uni est la troisième « arme magique » du Parti, aux côtés de l'édification du Parti et de la lutte armée. Autrement dit, dix-huit ans d'expérience nous ont appris que le front uni, la lutte armée et l'édification du Parti sont les trois armes magiques et les trois armes magiques principales du Parti communiste chinois pour vaincre l'ennemi dans le cadre de la révolution chinoise. C'est une grande réussite du Parti communiste chinois et une grande réussite de la révolution chinoise. »

[30] Alex Joske, « Reorganizing the United Front Work Department: New Structures for a New Era of Diaspora and Religious Affairs Work », The Jamestown Foundation, 9 mai 2019, <https://jamestown.org/program/reorganizing-the-united-front-work-department-new-structures-for-a-new-era-of-diaspora-and-religious-affairs-work/>.

[31] Marcel Anglivié de la Beaumelle, « The United Front Work Department: 'Magic Weapon' at Home and Abroad », The Jamestown Foundation, 6 juillet 2017, <https://jamestown.org/program/united-front-work-department-magic-weapon-home-abroad/>.

[32] Supra. 28.

[33] « 中央第十巡视组向国家宗教事务局党组反馈专项巡视情况——反馈情况——中央纪委监察部网站 [Le dixième groupe d'inspection du gouvernement central donne son avis au groupe du Parti de l'Administration nationale des affaires religieuses sur l'inspection spéciale] », Commission centrale de contrôle de la discipline et de la surveillance, 8 juin 2016, http://www.ccdi.gov.cn/special/zyxszt/djlx_zyxs/fkqk_18jzydj_zyxs/201606/t20160613_80386.html.

[34] L'Administration d'État pour les affaires religieuses (State Administration for Religious Affairs) a été rebaptisée « National Religious Affairs Administration » en anglais (« Administration nationale des affaires religieuses »), bien que le nom de l'entité n'ait pas changé en chinois.

[35] Dans le cadre de cette analyse des évolutions budgétaires, le budget initial du DTFU pour la RAT a été utilisé comme référence. Les comptes budgétaires définitifs, quand ils sont disponibles, ont été actualisés à de nombreuses reprises au fil des années et divergent significativement du budget annuel initialement octroyé au département (souvent ils doublent). Les comptes budgétaires définitifs annuels n'ont pas été rendus publics pour certaines années et n'ont donc pas été pris comme référence. Le budget du DTFU de la RAT est publié sur le portail web du gouvernement de la Région autonome du Tibet. http://www.xizang.gov.cn/zwgk/zdxxlygk/czyjsgk/201902/t20190223_65409.html (le budget de 2016 contient les chiffres pour 2015). http://www.zjfm.com/zwgk/zdxxlygk/czyjsgk/201902/t20190223_65451.html (budget de 2017). http://www.xizang.gov.cn/zwgk/zdxxlygk/czyjsgk/201902/t20190223_65832.html (budget de 2018). http://www.xizang.gov.cn/zwgk/zdxxlygk/czyjsgk/201902/t20190223_66017.html (budget de 2019). http://www.xizang.gov.cn/zwgk/zdxxlygk/czyjsgk/202002/t20200207_131812.html (budget de 2020).

[36] Thomas Harvey, « The Sinicization of Religion in China », Le Mouvement de Lausanne, 10 septembre 2019, <https://www.lausanne.org/content/lga/2019-09/sinicization-religion-china>.

[37] Mercy A. Kuo, « Religion With Chinese Characteristics: Sinicizing Religion in China », The Diplomat, 30 octobre 2019, <https://thediplomat.com/2019/10/religion-with-chinese-characteristics-sinicizing-religion-in-china/>.

[38] Ibid.

[39] « 阿里地区统战民宗系统组织召开2020年藏传佛教教职人员教育培训暨“四条标准”“四讲四爱”教育实践宣讲活动部署会_民族宗教_西藏统一战线 [Le système populaire religieux du Front uni de la préfecture de Ngari a organisé l'édition 2020 de la Formation du personnel pour l'enseignement du bouddhisme tibétain et la réunion de déploiement des activités de prêches pour les « quatre accents et les quatre amours » des « quatre normes »] », Comité de la préfecture d'Ali, Département de Travail du Front uni, 11 mai 2020, <http://www.xztzb.cn/zongjiao/1589182794748.shtml>.

- [40] « 山南市召开2020年‘遵行四条标准 争做先进僧尼’教育实践活动安排部署会议_要闻_西藏统一战线 [La ville de Shannan a organisé en 2020 une réunion sur la mise en place et le déploiement d’activités éducatives pratiques “Respecter les quatre normes et aspirer à devenir des moines et des nonnes supérieures.”] », Département de Travail du Front uni, Comité du Parti de la municipalité de Shannan, 14 avril 2020, <http://www.xztzb.gov.cn/zxstzb/b/1586849566481.shtml>.
- [41] « 阿里地区统战民宗系统组织召开2020年藏传佛教教职人员教育培训暨‘四条标准’‘四讲四爱’ 教育实践活动宣讲活动部署会_民族宗教_西藏统一战线 [Le système populaire religieux du Front uni de la préfecture de Ngari a organisé l’édition 2020 de la formation du personnel pour l’enseignement du bouddhisme tibétain et la réunion de déploiement des activités de prêches pour les “quatre accents et les quatre amours” des “quatre normes”] », Département de Travail du Front uni, Comité de la préfecture d’Ali, 11 mai 2020, <http://www.xztzb.cn/zongjiao/1589182794748.shtml>.
- [42] « 西藏山南市‘藏传佛教活佛转世专题展厅’正式启动_宗教_手机中国西藏网 [“Le palais d’exposition thématique sur la réincarnation des Bouddhas vivants dans le bouddhisme tibétain” a officiellement été ouvert à Shannan au Tibet] », Compte WeChat officiel du Front uni du Tibet, 9 mai 2020, http://m.tibet.cn/cn/religion/202005/t20200509_6774582.html.
- [43] « 昌都市洛隆县义章寺开展《藏传佛教活佛转世管理办法》 宣讲活动_教育实践活动_西藏统一战线 [Le monastère de Yizhang dans le comté de Luolong, Changdu, a lancé les « Mesures de gestion de la réincarnation des Bouddhas vivants dans le bouddhisme tibétain”] », Département de Travail du Front uni, Comité de la ville de Chamdo, 8 mai 2020, <http://www.xztzb.gov.cn/zxstzb/c/1588927612663.shtml>.
- [44] « 习近平：全面提高新形势下宗教工作水平-新华网 [Xi Jinping : améliorer globalement le travail religieux dans une situation nouvelle] », *Xinhua*, 23 avril 2016, http://www.xinhuanet.com/politics/2016-04/23/c_1118716540.htm.
- [45] « Monks at Sera Monastery Lectured on Patriotism and Separatism », Tibet Watch, 29 mars 2019, <https://www.tibetwatch.org/news/2019/6/17/monks-at-sera-monastery-lectured-on-patriotism-and-separatism>.
- [46] « 全区‘遵行四条标准 争做先进僧尼’教育实践活动学习交流座谈会在拉萨召开_统战要闻_西藏统一战线 [Colloque d’étude et d’échange organisé à Lhassa sur les activités éducatives de la région sur le thème “Respect des quatre normes et aspiration à devenir des nonnes et des moines supérieures”] », 31 décembre 2019, <http://www.xztzb.cn/news/1577940210392.shtml>.
- [47] མཚོ་སྐོན་ཞིང་ཆེན་བོད་བརྒྱུད་ནང་བསྐྱེད་ལམ་རིགས་ཀྱི་འཕུས་མིའི་ཚོས་ལུགས་སྲིད་ལུས་སློབ་སྦྱོང་འཛིན་གྲུབ་སློབ་འགོ་བཙུག་པུ་ལ། ལྷུང་གོ་བོད་ཀྱི་དབུ་གུ།
[Lancement de la Formation sur la politique religieuse destinée aux représentants du bouddhisme tibétain de la province du Qinghai] », 11 mai 2020, <https://ti.tibet3.com/news/tibet/qh/2020-05-11/49809.html>.
- [48] « 首期迪庆州藏传佛教界人士践行‘四条标准’思想教育轮训班开班 - 中国藏族网通 [Le premier cycle de formation des bouddhistes tibétains de la préfecture de Diqing à la pratique de l’idéologie des « quatre normes »] », 12 mai 2020, <https://www.tibet3.com/news/zangqu/yn/2020-05-12/168833.html>.
- [49] « 我区召开2020年‘遵行四条标准 争做先进僧尼’教育实践活动动员部署会_堆龙德庆 [Notre district organise une réunion de mobilisation et de déploiement pour l’édition 2020 des activités éducatives pour le « respect des quatre normes et l’aspiration à devenir des nonnes et des moines supérieures »] », Sohu, 18 avril 2020, https://www.sohu.com/a/389070731_120054529.
- [50] « Sinicization Poses New Threats to the Survival of Tibetan Buddhist Culture and Values in Tibet », International Campaign for Tibet, 12 juillet 2019, <https://savetibet.org/sinicization-poses-new-threats-to-the-survival-of-tibetan-buddhist-culture-and-values-in-tibet/>.

[51] Ibid.

[52] « White Paper 2001: Tibet's March Toward Modernization », Mission permanente de la République populaire de Chine a l'Organisation des Nations Unies, s.d., <http://chnun.chinamission.org.cn/eng/gyzg/bp/t418908.htm>.

[53] « Freedom of Religious Belief in Tibet Well Protected after Democratic Reform: White Paper », Xinhua, 27 mars 2019, http://www.xinhuanet.com/english/2019-03/27/c_137926985.htm. »

[54] « Surveillance and Censorship in Tibet », Tibetan Center for Human Rights and Democracy, 30 septembre 2020 : 29. Disponible à l'adresse : <https://tchrd.org/wp-content/uploads/2020/09/Tibet-surveillance-censorship-.pdf>.

[55] « Dalai Lama Should Reincarnate Following Traditional Tibetan Practices, Tibetan Religious Leaders Say », International Campaign for Tibet, 27 novembre 2019, <https://savetibet.org/dalai-lama-should-reincarnate-following-traditional-tibetan-practices-tibetan-religious-leaders-say/>.

[56] « UN Experts Express "Serious Concern" at Larung Gar Evictions and Demolitions », Free Tibet, 27 février 2017, <https://www.freetibet.org/news-media/na/un-experts-express-serious-concern-larung-gar-evictions-and-demolitions>.

[57] « China Resumes Expulsion Drive at Yachen Gar Tibetan Buddhist Institute, Thousands Evicted », Central Tibetan Administration, 24 juin 2019, <https://tibet.net/china-resumes-expulsion-drive-at-yachen-gar-tibetan-buddhist-institute-thousands-evicted/>.

[58] Lim Yan Liang, « China Passes Five-Year Plan to Sinicise Islam, as Beijing Tightens Grip on Major Faiths in China », The Straits Times, 9 janvier 2019, <https://www.straitstimes.com/asia/east-asia/china-passes-five-year-plan-to-sinicise-islam-as-beijing-tightens-grip-on-major>.

[59] Heiner Bielefeldt, et. al., « Freedom of Religion or Belief », Oxford 2016, p. 11.

